



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

emploi et activité

Question au Gouvernement n° 947

Texte de la question

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'AUTOMOBILE

M. le président. La parole est à Jacques Masdeu-Arus, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jacques Masdeu-Arus. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.

Monsieur le secrétaire d'État, vous le savez, dans notre pays, un salarié sur dix travaille directement ou indirectement dans le secteur automobile, ce qui représente près de 2,5 millions d'emplois.

A la suite de l'annonce du plan de relance présenté par le Président de la République, vous avez mis en place un comité stratégique sur l'avenir de l'automobile. Aussi suis-je satisfait de constater la réelle volonté du Président de la République et du Gouvernement de soutenir cette grande industrie française.

Hier, des états généraux se sont tenus à Bercy en présence notamment du Premier ministre et de nombreux ministres. Il s'agissait là d'un événement inédit de concertation et de dialogue sans tabou auquel je participais en qualité de président du groupe d'études " Automobile " de l'Assemblée nationale.

L'ensemble des acteurs de la filière, des constructeurs aux distributeurs en passant par les équipementiers et les représentants syndicaux, était réuni pour débattre des solutions à apporter.

Monsieur le secrétaire d'État, je vous remercie de bien vouloir faire part à la représentation nationale du bilan que vous tirez de ces états généraux. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation*. Monsieur le député, comme vous l'avez indiqué, les états généraux de l'automobile ont rassemblé hier, à Bercy, plus de mille personnes, plus de deux cents journalistes, et surtout réuni pour la première fois l'ensemble de la filière afin de débattre de son avenir. Étaient ainsi présents non seulement les constructeurs, les équipementiers, les sous-traitants, mais aussi les représentants du personnel de l'automobile et les parlementaires : je vous remercie, monsieur le président du groupe d'études " Automobile " de l'Assemblée nationale, d'avoir participé à ces états généraux, ainsi que de nombreux députés de la majorité et de l'opposition.

La situation est grave, car c'est la survie du secteur de l'automobile qui est en jeu. Des mesures exceptionnelles sont nécessaires pour riposter à la crise financière, à la crise de la demande et à celle de l'actuel modèle économique de l'automobile.

Les propositions qui ont émergé de cette journée et des contacts que nous avons vout nous permettre de proposer, au cours des prochaines semaines, un plan de relance de l'automobile. Ce plan massif et à leviers multiples devra toucher l'innovation et nous permettre d'être les meilleurs dans les véhicules automobiles de demain, donc fédérer les initiatives existantes.

Il faudra aussi activer le levier du financement. Le Premier ministre a donné, hier, de premiers éléments de réponse et il nous faudra aller plus loin. Il faut également favoriser les relations au sein de la filière : beaucoup de PME de la sous-traitance automobile ont hier insisté sur l'amélioration de la nature des relations avec leurs donneurs d'ordres. Enfin, il nous faut travailler sur l'emploi et les compétences, qui vont évoluer dans les années qui viennent.

Ces états généraux de l'automobile vont nous permettre de répondre vite à la crise. Je soumettrais, dans les prochains jours, nos propositions au Président de la République qui pourra annoncer un plan au cours des

prochaines semaines. La France n'abandonnera pas son industrie automobile, mais en contrepartie, il faut que l'automobile n'abandonne pas la France. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jacques Masdeu-Arus](#)

Circonscription : Yvelines (12^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 947

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Industrie et consommation

Ministère attributaire : Industrie et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 janvier 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 janvier 2009